

« Les options très limitées de Barack Obama »

Au cours de ces dernières semaines, le monde a fixé toute son attention sur l'Iran, théâtre de grands troubles liés à une élection présidentielle contestée. Il semble maintenant assez clair que Mahmoud Ahmadi-Nejad va prêter serment pour devenir le prochain président iranien, et ce avec le plein appui de l'ayatollah Ali Khamenei. Le président Barack Obama s'est retrouvé sous une pression considérable, en premier lieu des forces conservatrices aux Etats-Unis qui le poussaient à adopter une position « plus dure » sur ces élections.

Dans le même temps, il a reçu, semble-t-il, des conseils opposés de la part de Pékin. M. K. Bhadrakumar rapporte que Pékin a mis en garde sur le risque de « *laisser s'échapper de sa bouteille le génie de l'agitation populaire, dans une région hautement volatile et au bord de l'explosion* ». Pour Pékin, le mauvais exemple, c'est la Thaïlande, pays qui n'est pas précisément au milieu de l'écran radar de la plupart des commentateurs et politiques américains.

De toute façon, ce que signifie adopter une position « plus dure » n'est pas vraiment clair. Ce qui semble clair, en revanche, c'est qu'Obama a bien pris soin de rester prudent dans ses déclarations publiques. Il faut noter ce qui s'est passé durant cette même période. Le 24 juin, la Maison-Blanche a annoncé qu'elle prévoyait le retour d'un ambassadeur en Syrie, revenant ainsi sur une décision du président Bush vieille de quatre ans. Et le 25 juin, le président vénézuélien Hugo Chavez a annoncé que le Venezuela et les Etats-Unis rétabliraient dans leurs fonctions leurs ambassadeurs respectifs, ceux-là même qui avaient été déclarés *persona non grata* dans les derniers jours de l'administration Bush.

On se demande ce qu'Obama a pu ressentir quand il a lu les enregistrements, rendus publics le 23 juin, du président Nixon. Entre autres choses, ces enregistrements révèlent une conversation de Nixon avec son secrétaire d'Etat Henry Kissinger le 20 janvier 1973 au sujet d'un accord que les Etats-Unis étaient sur le point de conclure avec le gouvernement du Nord-Vietnam. Pour Nixon et Kissinger, cet accord permettait aux Etats-Unis, en leur sauvant la face, de se retirer de la guerre « honorablement », sachant qu'au terme d'un « intervalle décent », l'accord devait avoir pour résultat une victoire militaire du Viêt Minh.

Ils avaient un seul petit problème. L'accord se heurtait, pour des raisons évidentes, à la résistance du président sud-vietnamien Nguyễn Văn Thiệu. La discussion entre Nixon et Kissinger portait sur la question de savoir comment gérer cette situation. Pour Kissinger, le problème était de savoir si Thiệu serait « *d'accord pour nous laisser parapher* » l'accord. « *Nous laisser... hahaha!* », répondit Nixon, avant de poursuivre en intimant à Kissinger l'ordre de faire savoir à Thiệu que les Etats-Unis lui « *couperaient les vivres* » s'il refusait d'accepter. Et de continuer : « *Je ne sais pas si cette menace va trop loin mais je serais fichu de faire n'importe quoi (...)* Je pourrais lui couper la tête s'il le faut ».

La seule chose qu'Obama sache, c'est qu'il n'est plus réellement possible pour le président des Etats-Unis de couper la tête de quelqu'un, ennemi ou allié, qui ose le défier. Obama a montré déjà en juillet 2007 sa compréhension de cette nouvelle réalité alors qu'il répondait par vidéo à la question d'un journaliste. La question était : « *seriez-vous disposé à rencontrer séparément, sans condition préalable, au cours de votre première année de mandat, à Washington ou ailleurs, les dirigeants iraniens, syriens, vénézuéliens, cubains et nord-coréens ?* ». Réponse : « *oui* ». Il fut immédiatement attaqué par sa rivale démocrate pour les primaires, Hillary Clinton, qui l'accusa de « *naïveté* ». Aujourd'hui devenue sa secrétaire d'Etat, Hillary Clinton met en œuvre cette promesse.

La réalité, c'est qu'Obama n'a pas vraiment le choix. Il ne semble pas y avoir, en pratique, de façon de « couper la tête » d'Ahmadi-Nejad, Chavez, Assad, Casto, Kim Jong-II. Et ce ne sont pas les seules têtes qu'ils ne puissent couper. Il ne peut démettre le Premier ministre israélien Nétanyahou. Il ne peut non plus faire disparaître le Hamas de Gaza. Sarkozy, Merkel, Poutine et Hu Jintao semblent tous plutôt bien en place. Par ailleurs, il découvrira bientôt, s'il ne le sait déjà, qu'il ne peut faire grand chose à l'égard du Premier ministre irakien Nouri al-Maliki, alors même qu'al-Maliki va probablement de plus en plus prendre ses distances avec la politique américaine.

Qu'est-ce que peut faire alors un pauvre président ? Il pourra se réfugier dans la célèbre citation du président John F. Kennedy, qu'Obama se plaît à répéter : « *Nous ne devrions jamais négocier mus par la peur mais nous ne devrions jamais avoir peur de négocier* ». Cela ne signifie pas que le président des Etats-Unis est impuissant. Cela veut simplement dire que le *mieux* qu'il puisse faire, c'est de négocier, tout en esquivant les critiques au niveau national.

Au final, Obama partage la préoccupation de Pékin (ne pas laisser le génie de l'agitation populaire s'échapper de la bouteille, car le monde d'aujourd'hui est en effet hautement « volatil ») et aucun gouvernement n'est sûr de ce qui arrivera. Les gouvernements, de toutes tendances, pourraient faire des concessions vis-à-vis de l'agitation populaire. Mais les gouvernements, de toutes tendances, ne sont pas réellement disposés à soumettre leurs politiques et leur pouvoir aux exigences populaires.

Par Immanuel Wallerstein